



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.05/99

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180531-M_DE20180528_99-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/05/2018

Publication : 31/05/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 28 mai 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	28

Extrait de la délibération affiché le **31 mai 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **28 mai** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h50), Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIÈRE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Daniel FIDELIN
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Alexandre MORA
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Dominique THINNES
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent GILLE
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Absents

Marie-Christine **BASSET**
Karine **LOUISET**
Stéphanie **ONFROY**
Frédéric **LE CAM**
Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 28 mai 2018

2018.05/99

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ADHESION A LA FONDATION DU PATRIMOINE – ADOPTION - AUTORISATION

Mr Gilbert FOURNIER, Adjoint au Maire, en charge du développement économique -

La Fondation du Patrimoine est un organisme privé indépendant à but non lucratif créé par la loi du 2 juillet 1996, dont la vocation est de défendre et de valoriser un patrimoine non protégé par l'État, notamment rural. Elle accompagne les particuliers, les collectivités et les associations dans des projets de restauration.

Présente sur l'ensemble du territoire national, la Fondation du Patrimoine a pour mission de :

- Promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager de nos régions ;
- Contribuer à l'identification des édifices et des sites menacés de dégradation et de disparition ;
- Susciter et organiser les partenariats publics/privés entre les associations de protection du patrimoine, les pouvoirs publics nationaux et locaux, et les entreprises désireuses d'engager des actions de mécénat culturel ;
- Participer aux actions de restauration des propriétaires privés ou publics ;
- Favoriser la création d'emplois et la transmission des savoir-faire. Les actions de sauvegarde et de valorisation du patrimoine sont source d'activité pour les entreprises locales. Elles favorisent la formation professionnelle et la transmission des arts et métiers liés au bâti ancien. Elles créent de l'emploi, notamment dans les secteurs du bâtiment, du tourisme et de la culture.

L'action de préservation menée par la Fondation du Patrimoine s'appuie sur trois leviers principaux : le label, la souscription publique et le mécénat d'entreprise.

- **Le label** : la Fondation du Patrimoine est le seul organisme privé habilité par le ministère de l'Économie et des finances à octroyer un label à une opération de restauration d'un immeuble non protégé au titre des monuments historiques. Ce label permet aux propriétaires privés de bénéficier de déductions fiscales ;
- **La souscription publique ou collecte de financement participatif** : la Fondation du Patrimoine engage des campagnes de souscriptions publiques et d'appel aux dons pour financer des projets de sauvegarde du patrimoine public et associatif. Cette dernière collecte des dons affectés à la réalisation d'un projet déterminé et ouvrant droit à des réductions d'impôts pour les donateurs. Des aides complémentaires aux souscriptions les plus mobilisatrices sont également octroyés par cette dernière.
- **La mobilisation du mécénat d'entreprise** : la Fondation du Patrimoine sollicite le mécénat culturel en faveur de projets de sauvegarde et de valorisation du patrimoine de proximité. Des accords de partenariat nationaux ou locaux sont conclus avec des entreprises ;

La Ville de Montivilliers peut bénéficier de la souscription publique et du mécénat d'entreprise dans le cadre de son projet de revalorisation du patrimoine de son centre-ville, qu'il soit privé ou public comme les travaux rénovation du bâtiment des Hallettes.

La Fondation du Patrimoine applique des frais de gestion de 6% sur les dons collectés (communication, collecte, envoi des attestations de dons...).

L'adhésion annuelle, pour une commune comme Montivilliers, entre 10 000 et 30 000 habitants, est fixée à 600 €.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

CONSIDERANT

- Que la ville souhaite mettre en valeur le patrimoine communal ;
- Qu'il est nécessaire de rechercher des partenaires et des mécènes pour co-financer le projet de réhabilitation du centre-ville ;
- Qu'il est possible de financer ces restaurations par le lancement d'une campagne de mécénat ainsi que par le lancement d'une souscription publique en partenariat avec la Fondation du patrimoine à laquelle la Ville devra adhérer.

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 9 mai 2018 ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des affaires générales, des grands projets, de l'informatique et du développement économique ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les documents relatifs à l'adhésion à La Fondation du Patrimoine.

Imputation budgétaire

Exercice 2018

Sous-fonction et rubriques : 90

Nature et intitulé : 65-6574 Subvention de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé

Montant de la dépense : 600 €

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



